

La crise du progrès et le nécessaire changement d'échelle

PAUL CASEAU

Le concept de « progrès » est un concept extrêmement riche (comme on dit d'une nourriture qu'elle est riche). Au premier abord, on peut le réduire à une sorte de schéma minimal : dire qu'il y a progrès dans les affaires humaines, c'est simplement classer les événements de l'Histoire. C'est donc concevoir celle-ci comme une chaîne, et lui donner une orientation, un sens. Il ne s'agit pas encore du « sens de l'Histoire », mais de quelque chose de beaucoup plus modeste : « ça va dans le bon sens ».

Sur ce schéma assez rustique, beaucoup de concepts vont venir se greffer. La chaîne dont il est question est l'histoire de tous les hommes, et d'eux seulement. La frontière entre humain et non-humain est affirmée, les frontières internes à l'humanité sont niées. Le concept de progrès peut alors se déployer, il peut aussi entrer en crise.

On n'appellera pas « crise du progrès » le fait que le concept entraîne avec lui son « double » : dans ce double symétrique, la même chaîne existe toujours, mais le sens est inversé. On aboutit aux idéologies de l'Âge d'or et de la décadence. Ces idéologies sont, en quelque sorte, endémiques : même si elles semblent disparaître, elles renaissent toujours. Mais on sent bien que ce qui est en cause aujourd'hui va beaucoup plus loin. En fait, tous les éléments qui constituent la « nébuleuse progrès » sont attaqués à la fois : la chaîne disparaît en même temps que le sens.

C'est là quelque chose que nous constatons, par exemple, dans le discours médiatique qui est à la fois une caisse de résonance et un témoin fidèle. C'est ce dont témoigne, en particulier en Europe, le dialogue entre les générations : celle des 30-40 ans et de leurs parents, si l'on veut préciser les choses. Il y a une récusation, une disqualification globale de l'histoire. La génération qui prend la relève ne veut rien savoir d'une Humanité placée sous le signe de la guerre, de l'inégalité, des éternels rapports dominants-dominés, et pense n'avoir rien à en apprendre. Ce n'est pas uniquement à propos de la France de 1940 que « le passé ne passe pas » : la récusation est beaucoup plus universelle, et porte sur tout ce qui pourrait faire chaîne, tout ce qui pourrait marquer une filiation. Dans « Le principe de responsabilité », Hans Jonas souligne à quel point l'idée de chaîne, ou de filiation, joue un rôle essentiel dans le concept de progrès : « C'est seulement avec le progrès moderne en tant que fait et idée qu'apparaît la possibilité de considérer que tout ce qui précède est une étape préparatoire vers l'actuel, et que tout ce qui est actuel est une étape préparatoire vers ce qui doit venir. » (p. 37)

On remarquera que cette mise en cause se produit au moment même où la « mondialisation », l'obligation de renoncer aux points de vue partiels, s'impose à tous, adversaires aussi bien que partisans. Cette coïn-

cidence conduit à une tentative d'explication, à une piste d'analyse de la crise. Bien qu'elle ne puisse pas rendre compte de tout ce qui est en cause, il ne faut peut-être pas l'écarter trop vite.

Il était facile pour l'homme occidental, au 19^e siècle, de parler du progrès. Sur la chaîne qu'il imaginait, il pouvait disposer les différents peuples, et conclure qu'il faisait partie des peuples de tête. Ne critiquons pas trop vite cette « naïveté », mais constatons qu'elle est impossible aujourd'hui. Il n'est plus possible d'ordonner les peuples ou les civilisations sur un axe unique, et l'ordre de succession que l'on imaginait au 19^e siècle a changé. Il changera encore, il n'est pas éternel. Et ce que l'on peut appeler progrès ne peut plus concerner que l'ensemble : le concept s'est mondialisé. Au niveau des peuples et des cultures, le relativisme est sans doute définitivement installé. Ce qui rend impossible la définition d'un progrès-classement, et oblige à penser le progrès de l'ensemble.

Ce passage au niveau global, ce changement d'échelle des problèmes ne bouleverse peut-être pas les définitions initiales, mais il met tout le monde au pied du mur. D'une part, les sociétés doivent prendre en charge un ensemble qui les dépasse, et elles doivent le faire « sous voile d'ignorance » (pour utiliser les termes introduits par J. Rawls dans *Théorie de la Justice*¹) de ce que sera leur place dans l'ensemble. D'autre part, elles ne peuvent plus évacuer, reporter sur l'extérieur, les problèmes qu'elles ne savent pas résoudre.

C'est ainsi qu'elles ne peuvent plus adopter des traitements et des critères différents (concernant la paix civile ou l'égalité) entre ceux qui sont « dedans » et ceux qui sont « dehors » : lorsqu'on parle d'humanité, tout le monde est « dedans ». On mesure alors à sa juste valeur le défi que représente la phrase publicitaire : « Le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous. » Prise au pied de la lettre – et comment la prendre autrement ? –, cette phrase semble mettre la barre trop haut, et pourrait faire douter de la possibilité du progrès.

C'est ainsi, également, que la relation entre les sociétés et leur environnement devient la relation entre la planète (la Nature dans sa globalité) et l'humanité. Au terme de cette évolution, on voit que le concept de progrès est devenu très proche de celui de développement durable. En effet, il serait tout à fait erroné de considérer le développement durable comme une critique ou une négation de l'idée de progrès, puisque cette idée même est présente dans le mot développement. Mais l'échelle adoptée fait qu'il n'y a plus d'endroit (ni dans l'espace, ni dans le temps) où déposer, voire refouler, les problèmes non résolus. En s'étendant et en s'affinant, le concept de progrès est devenu plus abstrait et, reconnaissons-le, plus austère. Il apporte plus de responsabilités que de satisfactions.

¹ Rawls, J., 1991. *Théorie de la justice*, Seuil, Paris.

Nous sommes au cœur de cette transition, et les problèmes qui s'ouvrent devant nous, soit parce qu'ils sont effectivement nouveaux, soit parce qu'ils sont complètement renouvelés par le changement d'échelle, sont très nombreux. J'illustrerai le propos en prenant l'exemple (le seul que je connaisse un peu) des relations entre les sociétés humaines et leur environnement.

Ces relations font apparaître quelques points d'interrogation majeurs : le changement du climat et l'évolution de la biodiversité sont les plus connus. Les phénomènes régionaux que l'on désignait jusqu'ici comme « catastrophes écologiques » (par, exemple, l'assèchement de la mer d'Aral), sont aujourd'hui considérés comme les signes avant-coureurs d'une évolution plus globale et plus grave. C'est ce qui a conduit, voici deux ans², P. Crutzen et E. Stoermer à forger le mot « anthropocène » pour caractériser l'ère dans laquelle nous sommes entrés. Cette expression souligne le fait que l'action de l'humanité sur la planète joue aujourd'hui un rôle déterminant : elle indique évidemment les responsabilités que nous devons assumer, que nous y soyons préparés ou non. Et chacun comprend bien qu'il y a une distance énorme entre la simple « préservation de l'environnement », du jardin français isolé du reste du monde, et le débat sur l'état de la planète.

Face à ce panorama (insoupçonné) de responsabilités nouvelles, certains réagissent par un « saut en

avant ». En 1999, B. Allenby³ proposait que nous assumions complètement notre nouvelle position, et que nous nous attelions à la définition d'une « ingénierie de la planète » (*Earth System Engineering*). Il était évidemment fidèle à la vision classique du progrès, et d'une évolution vers plus de puissance et plus de responsabilités. D'autres réagissent à l'opposé : la chaîne d'événements qui nous a conduit là doit s'arrêter. « *When you are in a hole (dans une impasse), stop digging* » répondait R. Friedman⁴ à l'article d'Allenby.

Revenant à la question de la crise du progrès, on voit bien que le concept qui s'éloigne, que nous abandonnons progressivement, c'est le concept d'un progrès « à l'intérieur de frontières fixes », sans échanges et sans « boucle de retour ». L'évolution d'un sous-ensemble (un peuple, un pays) dépend trop de l'évolution de l'ensemble lui-même (l'humanité, la planète) : tout est devenu plus global, plus abstrait, plus incertain, et on comprend pourquoi certains pensent que la chaîne qui nous a conduit là, a peu de choses à nous apprendre sur les problèmes que nous découvrons aujourd'hui.

Mais, que nous soyons ou non capables de les traiter, les problèmes demeurent. Pour que nous n'abandonnions pas le concept de progrès, qui se réduit peut-être à l'idée que les problèmes sont effectivement là pour que nous nous efforcions de les résoudre, il faut donc que nous soyons capables de faire le « saut d'échelle » auquel nous sommes confrontés.

² IGBP Newsletter, May 2000.

³ Allenby, B., 1999. Earth systems engineering: the role of Industrial Ecology in an Engineered World. *Journal of Industrial Ecology*, vol. 2, n°3.

⁴ Friedman, R., 2000. When you find yourself in a Hole, Stop Digging. *Journal of Industrial Ecology*, vol 3, n°4.